

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Nelly Ferreira : L'état d'urgence, prétexte à un bouleversement juridique.

Réactions au rapport *Badinter*

Mireille Poirier : L'essentiel du rapport *Badinter*.

Emmanuel Dockès : La commission *Badinter* vaporise le droit du travail.

Patrick Henriot : Rapport *Badinter* : trop modeste pour être honnête.

Loi Macron, rapport *Combrexelle* :

Quels enjeux, quel avenir, pour la justice prud'homale ?

40^e colloque organisé par la Commission de droit social du SAF
(première partie)

Evelyne Serverin : Décryptage : la réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre.

Maude Beckers : Médiation, procédure participative et arbitrage : la grande braderie de la justice sociale.

Hubert Flichy : Le Centre national d'arbitrage du travail (CNAT), Une innovation juridique au service du justiciable.

Amine Ghenim : Le juge prud'homal face au droit négocié.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Le délai de réintégration d'une salariée enceinte licenciée : la consécration d'un principe de diligence de l'employeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2015 – Note Myriam Castel (p. 162)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social international et européen par Valérie Lacoste-Mary et Jérôme Porta



Doctrine

L'état d'urgence, prétexte à un bouleversement juridique par **Nelly Ferreira**, Maître de conférences en droit public, LEJEP Université de Cergy-Pontoise 105

L'essentiel du rapport *Badinter* par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux 112

La commission *Badinter* vaporise le droit du travail par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense 114

Rapport *Badinter* : trop modeste pour être honnête par **Patrick Henriot**, Secrétaire national du Syndicat de la magistrature 116

40^e COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF – 5 DÉCEMBRE 2015

**LOI MACRON, RAPPORT COMBRELLE
QUELS ENJEUX, QUEL AVENIR, POUR LA JUSTICE PRUD'HOMALE ?**

Décryptage : la réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre par **Evelyne Serverin**, Directeur de recherche émérite au CNRS, chercheur associé au Centre d'études de l'emploi..... 118

Médiation, procédure participative et arbitrage : la grande braderie de la justice sociale par **Maude Beckers**, Avocate au Barreau de Seine Saint-Denis..... 128

Le Centre national d'arbitrage du travail (CNAT) Une innovation juridique au service du justiciable par **Hubert Flichy**, Avocat à la Cour, Fondateur de Flichy Grangé Avocats, d'Avosial et du CNAT 134

Le juge prud'homal face au droit négocié par **Amine Ghenim**, Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis 139

Documents

Avis CGT sur le projet de décret relatif à certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel 142

Avis CGT sur les projets des décrets relatifs à la composition et au fonctionnement de la délégation unique du personnel et à l'instance mentionnée à l'article L2391-1 du code du travail 143

Une urgence : une politique de Paix - Déclaration de la CGT 144

Pour les droits et défense des libertés individuelles et collectives – Relaxe pour les 8 syndicalistes de Goodyear 146

Jurisprudence

CHSCT – Fonctionnement et prérogatives (trois espèces) – Licenciement économique – Licenciements collectifs – Accord de PSE – Validation par la Direccte – Contestation – Annulation – 1^o Réorganisation modifiant les conditions de travail des salariés – Contrôle de l'administration – Nécessité d'une consultation préalable du CHSCT – 2^o Recevabilité de la contestation – CHSCT (non) – Syndicat (oui) (première espèce) – Recours à un expert – Frais à la charge de l'employeur même lorsque l'expertise est annulée à la suite d'un recours judiciaire – QPC – Recours à un expert découlant du principe de participation (8^{ème} alinéa Préambule 1946) et de la protection de la santé des travailleurs (11^{ème} al.) – Contestation patronale en justice – Recours dépourvu d'effet suspensif et absence de délai pour statuer – Absence de garanties juridictionnelles (art. 16 DDHC) – Atteinte au droit de propriété (deuxième espèce) – Convocation aux séances – Formalisme – Vie électronique – Validité (oui) (troisième espèce).

Première espèce :	
CONSEIL D'ÉTAT (4^{ème} / 5^{ème} ssr) 21 octobre 2015	147
Deuxième espèce :	
CONSEIL CONSTITUTIONNEL 27 novembre 2015	149
Troisième espèce :	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 novembre 2015	150
Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris.....	151
 DROIT DISCIPLINAIRE – Faute lourde – Définition – Intention de nuire – Volonté du salarié de porter préjudice – Commission d'un acte préjudiciable à l'entreprise – Caractère suffisant (non)(deux espèces) – Détournement de fonds (première espèce) – Augmentations de salaires indues (deuxième espèce).	
Première espèce :	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 octobre 2015	154
Deuxième espèce :	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 octobre 2015	155
Note Rachel Spire , Avocate au Barreau de Paris.....	155
 GREVE – Discrimination – Mesure de rétorsion – Ralentissement du déroulement de carrière – 1° Etablissement des allégations du salarié (oui) – Justification de l'employeur – Attestations imprécises – Défaut de transmission des évaluations annuelles – 2° Indemnisation – Compensation des salaires, droits à retraite et préjudice moral – 3° Recevabilité de l'action syndicale en justice (oui) – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Indemnisation.	
COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 – Ch. 11) 16 octobre 2015	157
Note Jérôme Borzakian , Avocat au Barreau de Paris.....	159
 MATERNITÉ – Protection contre le licenciement – 1° Notification de l'état de grossesse – Annulation du licenciement – Proposition tardive de réintégration – Appréciation – 2° Refus de la salariée – Indemnisation – Indemnités de rupture – Indemnité au moins égale à six mois de salaire réparant intégralement le préjudice subi résultant du caractère illicite du licenciement – Salaires de la période couverte par la nullité.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 décembre 2015	161
Note Myriam Castel , ATER, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole.....	162
 PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Unité économique et sociale – Transfert d'entreprise – Appréciation du caractère partiel – Etablissement distinct au sens des comités d'entreprise.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	164
Note Dominique Holle , DLAJ, UD CGT du Puy de Dôme.....	164
 SYNDICAT PROFESSIONNEL – Délégué syndical – Désignation – Conditions – Score personnel de 10% – Exceptions – Désignation parmi les autres candidats ou les adhérents.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 25 novembre 2015	166
Note Anne Braun , Responsable du Secteur confédéral DLAJ	167

Chroniques jurisprudentielles

Droit social international et européen par Valérie Lacoste-Mary et Jérôme Porta , Enseignants-chercheurs à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5114 (première partie).....	169
TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88/CE – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Travailleurs n'ayant pas de lieu de travail fixe ou habituel – Temps de déplacement entre le domicile des travailleurs et les sites du premier et du dernier clients.	
CJUE 10 septembre 2015	169
Note Valérie Lacoste-Mary	169
EGALITE DE TRAITEMENT ET NON-DISCRIMINATION – Mesures prises en raison de l'âge – Directive 2000/78 (art. 2, § 1 et 2, sous a) – Différence de traitement fondée sur l'âge – Comparabilité des situations – Versement d'une indemnité de fin de contrat de travail à durée déterminée destinée à compenser la précarité – Exclusion des jeunes travaillant durant leurs vacances scolaires ou universitaires.	
Première espèce : CJUE 1^{er} octobre 2015	172
CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Directive 1999/70/CE – Accordcadre CES, UNICE et CEEP – Intermittents du spectacle – CDD successifs – Mesures visant à prévenir le recours abusif – Notion de 'raisons objectives' justifiant de tels contrats.	
Deuxième espèce : CJUE 26 février 2015	172
Note Valérie Lacoste-Mary	172